

SAFER :

Après les réformes, **P.5** la société se lance un défi



HEBDOMADAIRE TOGOLAIS D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ANALYSES ET DE PUBLICITÉ
Nouvelle Opinion
N°798 du 28 Novembre 2022 / Prix : 250 FCFA

OTR
TARIF EXTERIEUR COMMUN
V.2022.SH

les 4+ du TEC
V.2022.SH

- Adaptation à l'évolution des pratiques commerciales
- Prise en compte des questions environnementales et sociales
- Prise en compte des progrès technologiques
- Prise en compte de la lutte contre le terrorisme par la spécialisation des biens à Double Usage (DBU)

Téléchargeable sur www.otr.tg
En vigueur depuis le 1^{er} juillet 2022

Hommages de Gilbert Bawara à Patrick Lawson



Insécurité en fin d'année, braquage terrorisme et extrémisme violent
Les autorités sécuritaires du pays corps et âme dans la bataille **P.3**



Stratégie d'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement : Partenaires techniques et financiers bientôt réunis à Lomé **P.7**



Quelles leçons tirer ?

Patrick Lawson de l'Alliance nationale pour le Changement (ANC) est conduit à sa dernière demeure samedi 26 novembre 2022. À l'occasion, plusieurs hommages lui ont été rendus. Dans le lot, on peut remarquer la présence de certains leaders du parti présidentiel, dont le ministre de la fonction publique, Gilbert Bawara. Si dans son hommage à l'endroit de celui qui fut de son vivant le numéro 2 du parti qu'il dirige jusqu'alors, le Président Jean-Pierre Fabre a choisi de plancher sur ce qu'il pense de négatifs sur le parti au pouvoir sans détour aucun, il y a bien intérêt de faire ressortir la position du ministre Bawara de UNIR, ami personnel du défunt qui a pour sa part choisi d'illustrer le côté sagesse, humain et social de l'homme qui fut selon tout le monde, un véritable pont entre membres hier de l'UFC, et ceux de l'ANC quand ça ne va pas, puis un ami de certains Togolais sans pour autant s'en tenir à leur appartenance ethnique ou politique.

Lire page 2

Trafic des faux médicaments au Togo : Les journalistes outillés sur le sujet à Kpalimé **P.4**



Vos supermarchés restent ouverts !!!
Ne relâchons pas la vigilance ! Continuons les gestes barrières

Le Champion
Adidogomé - Agoé Assiyé - Baguida - Boulevard - Cassablanca - Grand Marché - Millénum - Okavango

LE CHAMPION, ENTREPRISE CITOYENNE

Abonnez-vous ou achetez la version pdf de votre journal dès aujourd'hui !

Nouvelle Opinion

www.nouvelleopinion.tg

Hommage de Gilbert Bawara à Patrick Lawson : Quelles leçons tirer ?

Patrick Lawson de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) est conduit à sa dernière demeure samedi 26 novembre 2022. À l'occasion, plusieurs hommages lui ont été rendus. Dans le lot, on peut remarquer la présence de certains leaders du parti présidentiel, dont le ministre de la fonction publique, Gilbert Bawara. Si dans son hommage à l'endroit de celui qui fut de son vivant le numéro 2 du parti qu'il dirige jusqu'alors, le Président Jean Pierre Fabre a choisi de plancher sur ce qu'il pense de négatif sur le parti au pouvoir sans détour aucun, il y a bien intérêt de faire ressortir la position du ministre Bawara de UNIR, ami personnel du défunt qui a pour sa part choisi d'illustrer le côté sagesse, humain et social de l'homme qui fut selon tout le monde, un véritable pont entre membres hier de l'UFC, et ceux de l'ANC quand ça ne va pas, puis un ami de certains Togolais sans pour autant s'en tenir à leur appartenance ethnique ou politique.

Gilbert Bawara a par son message enseigné des vertus aux Togolais, surtout de la classe politique qu'il faut au-delà de toutes les divergences mettre au-devant non seulement le Togo, mais beaucoup plus et surtout l'humanisme. Pour Bawara, les politiques peuvent beau se discuter, palabrer, mais doivent savoir se mettre ensemble et secourir quand le besoin s'impose. La leçon de Bawara marque un nouveau départ et fait de l'homme lui-même quelqu'un de bien qui sait venir en aide à tous ces concitoyens quand ceux-ci sont dans le besoin.

Gilbert Bawara n'est pas à sa première reconnaissance à un ami. Ce fut le cas avec feu Agboyibo avec qui et au fond de leurs divergences, il est resté fidèle de bout en bout. Le Togo reste un État unique et indivisible et les Togolais doivent quitter le terrain des querelles mesquines qui ignorent l'humain. Nous devons transcender nos egos, nos incompréhensions et célébrer la fraternité et c'est fort malheureusement de ce constat et de ces émouvantes révélations de Bawara que l'absence de la DMK surprend. Difficile donc de comprendre cette dynamique dont la première responsable s'est illustrée intolérante à toutes situations en déversant ou en payant cash à un corbillard. Au-delà de tout, restons Togolais et restons unis dans l'amour et dans la fraternité. Suivons avec attention et pragmatisme ces belles leçons de Bawara pour de meilleurs lendemains.

" Cher Patrick, ton départ prématuré laisse un grand vide dans ta famille, parmi les tiens, et parmi tes compagnons et camarades de lutte. Il laisse un immense vide dans nos cœurs, et prive la vie politique togolaise d'un modèle exceptionnel d'interlocuteur sérieux, solide et fiable, pour qui la fin ne justifiait nullement tous les moyens ", peut-on lire dans le message de Gilbert BAWARA. Lire l'intégralité du message.

HOMMAGE DU MINISTRE GILBERT BAWARA, en mémoire de PATRICK LAWSON-BANKU

Merci aux Prêtres con-célébrants,

Merci à la famille de Monsieur Patrick Lawson-Banku,

Merci à Monsieur Jean-Pierre Fabre, Président de l'Alliance Nationale pour le Changement, ANC, et merci aux responsables de l'ANC,

...de me permettre cette petite incartade, de dire, à titre personnel et non en tant que représentant du gouvernement ou au nom de celui-ci :

Un dernier mot pour toi, mon cher Patrick.

Il n'est pas aisé, dans notre société togolaise, de se livrer à l'exercice auquel j'ai voulu et décidé de m'atteler en ces circonstances douloureuses, en portant publiquement témoignage de l'amitié et de la proximité qui me liaient à Patrick. Nous avons bien trop souvent tendance à nous enfermer dans les certitudes de nos vérités, voire, parfois, à magnifier le mensonge, la duplicité et l'hypocrisie.

Au moment où nous sommes train de dire un dernier adieu à Patrick Lawson-Banku, arraché à notre affection, je tiens, après mûre réflexion, à rendre hommage et à saluer avec amitié, avec estime et avec respect, la mémoire ainsi que le souvenir impérissable d'un homme simple, ouvert et aimable, un républicain, un démocrate convaincu et constant.

Les circonstances ne se prêtent guère à un rappel du moment et du contexte où Patrick et moi fîmes connaissance. Je dirai simplement que le temps, maître de l'histoire, nous a permis de nous côtoyer, de nous connaître, et de nouer une relation d'amitié et de travail dépassionnée et désintéressée.

Nous avons fini par nous apprécier mutuellement, tant et si bien que nous nous appelions l'un et l'autre tout simplement P et G, et j'appelais affectueusement son fils Patrick Junior " mon jeune petit-frère ".



Le ministre Gilbert Bawara

Cette proximité et ce respect mutuel ne signifiaient point une quelconque faiblesse dans la défense de nos opinions, et de nos convictions politiques différentes - pour ne pas dire opposées - mais plutôt une rencontre de deux esprits éclairés et civilisés. Je mesure la chance que j'ai constamment eue, à travers Patrick, d'avoir en face de moi un démocrate et un républicain convaincu.

Malgré les moments de tension extrême, malgré les combats et les luttes politiques âpres et ardues, la courtoisie, le respect de l'adversaire politique, l'esprit de tolérance, la tempérance et la modération, ne quittaient presque jamais Patrick.

En effet, quels qu'aient été la complexité des situations et les enjeux, je savais - et il le savait aussi - que nous avions la possibilité à tout moment de nous parler, de nous voir, d'échanger, d'établir le constat de nos divergences et désaccords, sans pour autant que cela affecte durablement et irrémédiablement nos liens personnels.

Cela peut paraître banal aux yeux de certains, mais je tiens à relever que Patrick n'a que très rarement affiché une attitude de désobéissance, de défiance, ou d'outrance, à l'égard de celles et ceux qui incarnent les institutions de la République et l'autorité de l'État. Mieux. Tant que nous le pouvions, Patrick et moi oeuvrions, au sein de nos familles politiques respectives, au maintien des fils du

dialogue, et à la promotion de l'esprit de compromis raisonnable et respectable, qui permet de changer le cours des événements.

Nous sommes en peine. Nos cœurs saignent. Mais je voudrais, au-delà de cette douleur et de cette tristesse, saluer, ici et maintenant, la dignité et l'honneur d'un homme simple, qui s'est illustré par son abnégation. Il avait accepté et enduré la privation et les sacrifices qu'ici comme ailleurs, ailleurs comme ici, la vie politique, les combats et la lutte politiques, peuvent réserver à celles et ceux qui s'y dévouent sans attendre en retour une quelconque récompense, des avantages, ou la moindre gloire. Engagé, Patrick l'est resté jusqu'à son dernier souffle.

Permettez-moi, pour finir, une dernière anecdote.

Les faits se déroulent un jour de 2013. Alors que j'étais allé rendre visite au Président national de l'Union des Forces de Changement, UFC, pour des échanges sur divers sujets d'actualité d'alors, celui-ci m'interpella au milieu d'une conversation en ces termes, qui me prirent au dépourvu : " Alors Monsieur le Ministre Bawara, on me dit que vous n'aimez pas l'UFC, et même que vous nous torpillez au profit de l'ANC, en raison de votre proximité avec Monsieur Patrick Lawson ! ". Sur ces entre-faits, nous rigolâmes. Mais j'en avais déduit une impression, voire une conviction, qui se lisait d'ailleurs aisément dans le regard et le sourire de

mon aîné. En réalité, Monsieur Gilchrist Olympio était un peu nostalgique et jaloux d'apprendre qu'une certaine proximité me liait à Patrick, pour lequel il semblait avoir gardé une estime et une affection certaines.

Tel était Patrick, un homme sympathique, aimable et attachant. Même dans les chamailleries, les bouderies et les fâcheries, on avait du mal à s'en éloigner.

Ces derniers temps, je veux dire depuis le 20 février 2020, mon grand-frère et ami Patrick et moi, nous n'avions cessé de nous chamailler cordialement sur la tournure des événements politiques consécutifs à la dernière élection présidentielle. Je ne cessais de le chahuter, en évoquant le mauvais génie et la mauvaise bonne inspiration, en tout cas à mon sens, qui avaient conduit son parti, à l'issue du scrutin présidentiel, à produire un communiqué, et à adopter une attitude qui me paraissaient, à tort ou à raison, être motivés par le souci de ne pas s'aliéner la frange radicale et intransigeante de l'opinion.

Les relations cordiales et confiantes entre Patrick et moi, ne doivent rien au hasard. Je savais l'estime que lui vouait le Président Faure.

L'adversité politique, les combats, les oppositions et les luttes politiques ne doivent jamais nous enlever la part d'humanité et d'humanisme que chacun porte en lui, et qu'il faut laisser se manifester lorsque les circonstances l'exigent. Je ne serais pas honnête avec moi-même, si en rendant hommage à mon grand-frère et ami Patrick, je passais sous silence ce que furent les récents instants de notre relation.

Peut-être que le Président Faure m'en voudra ; et sans doute que son humilité et son tempérament porté à la discrétion en souffriront. Mais comment ne pas rappeler ici la réaction spontanée, et

immédiate qui fut la sienne, lorsqu'il fut porté à son attention l'état de santé très préoccupant de Patrick, et qu'il décida de dépêcher au chevet du malade son médecin personnel, puis fit prendre des dispositions diligentes pour son évacuation, et sa prise en charge convenable hors du pays.

Le 13 septembre dernier, lorsque je quitte Kpalimé à l'issue du séminaire gouvernemental pour rentrer à Lomé, c'est avec soulagement et plaisir que j'échange longuement au téléphone avec mon grand-frère et ami Patrick, qui m'informe alors de son retour imminent au pays. Nous aurons encore la possibilité d'échanger quelques messages après son retour, et de nous promettre de nous retrouver dès qu'il se sentirait en meilleure forme.

Dieu en a décidé autrement. Il a donné, il a repris.

Cher Patrick, ton départ prématuré laisse un grand vide dans ta famille, parmi les tiens, et parmi tes compagnons et camarades de lutte. Il laisse un immense vide dans nos cœurs, et prive la vie politique togolaise d'un modèle exceptionnel d'interlocuteur sérieux, solide et fiable, pour qui la fin ne justifiait nullement tous les moyens.

Nous prions avec ferveur et implorons Dieu, le Tout Puissant, dans sa miséricorde infinie, de t'ouvrir grandes ses portes de lumière.

Au revoir, mon cher Patrick, au revoir, cher grand-frère et ami.

Et que la Terre de nos aïeux te soit légère.

Lomé, le 26 novembre 2022
Gilbert Badjilembayéna
BAWARA

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité
Régistré n°0149/14/03/01/HAAC
Siège: Adidodzin, Pavée prolongé, 2ème carré après Pharmacie Le Galien

Directeur de Publication:
El Hadj TCHAGNAO Arimiyao
Tel: 91 36 37 55
jeantchagnao@yahoo.fr

Secrétariat de la Rédaction:
Agbékponou Junior
Rédacteurs :
Tchagnao
El Hadj Arimiyao
Agbékponou Junior
Ramzad
Maroïne Tchagnao
Pierre Pouli

Imprimerie:
La Colombe
Tirage :
2.000 exemplaires

Sommet de la ZLECAF à Niamey

Faure Gnassingbé et ses pairs ont échangé sur l'industrialisation du Continent

Le sommet de l'UA et de la ZLECAF a eu lieu à Niamey au Niger le 25 novembre dernier. Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a pris part à cette rencontre d'envergure internationale. Les dirigeants Africains, réunis dans la capitale nigérienne ont discuté de l'industrialisation de l'Afrique.

Le thème choisi pour ce sommet est : " Industrialiser l'Afrique : Renouveler les engagements en faveur d'une industrialisation et

d'une diversification économique inclusives et durables ". Ces assises ont permis aux leaders africains de définir " une nouvelle politique de haut niveau pour accélérer la dynamique d'industrialisation du continent et renforcer le développement des chaînes de valeur industrielles régionales ". Lors de cette session, il a été question de réaffirmer le soutien des dirigeants à toutes les initiatives d'industriali-

sation à l'échelle continentale.

Les participants ont également sonné la mobilisation accrue pour l'opérationnalisation rapide et efficace de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf).

Rappelons que, selon le rapport Afro Champions 2020, le Togo " est le troisième pays en termes de préparation et d'engagement pour la mise en œuvre de l'accord établissant la



Une vue de l'assistance lors des travaux. Au premier rang, le Président Faure Gnassingbé

Zlecaf ". Pour le Président de la République Faure Gnassingbé, " l'industrialisation et la libre circulation de produits à valeur

ajoutée sur un marché intégré sont des voies primordiales pour notre développement ".

La Rédaction

Insécurité en fin d'année, braquage terrorisme et extrémisme violent

Les autorités sécuritaires du pays corps et âme dans la bataille

La question de sécurité demeure aujourd'hui une équation à double inconnue pour toutes les nations. Des efforts et mesures ne cessent d'être pris en vue de garantir la paix et la quiétude aussi bien pour les êtres humains que les biens. Parallèlement aux pratiques traditionnelles telles que les conflits armés, les guerres, le vol, les braquages et autres dérivés, le monde ou mieux certaines zones sont la proie du phénomène de djihadistes et de l'extrémisme violent qui traumatise et font des centaines de milliers de victimes. Le phénomène a pris du terrain et ne cesse d'évoluer après la mort de Kadafi allant des pays du sahel frontaliers à ceux ouverts sur la mer comme le Bénin, le Togo, le Ghana, la Côte d'Ivoire.

L'inquiétude est désormais très grande et toutes les nations ne cessent de s'organiser sérieusement pour venir à bout du mal. Le Togo notre pays n'est malheureusement pas à l'abri. On note plusieurs attaques et des tentatives d'attaques causant des pertes en vie humaines et d'énormes dégâts matériels. Ce n'est pas gagné d'avance mais ce n'est non plus perdu pour notre pays qui résiste malgré les assauts des terroristes. L'armée pour sa part grâce à l'engagement personnel de son premier responsable qui n'hésite pas à aller sur le terrain, mérite des encouragements mais aussi il ne faut pas manquer de saluer le dynamisme du ministre de la sécurité qui sait aussi faire sa part avec à ses côtés la police et la gendarmerie qui ne baissent jamais les bras. Dans un monde où l'insécurité est partout, il faut des hommes ardu et mordus à la tâche. Quand l'adversaire ne cesse de multiplier tactiques et stratégies, il faut en face des professionnels qui savent parer les modèles. Le Togo fait sa part et grâce à ses hommes et troupes continuera de tenir le bon bout. Régulièrement le général ne cesse d'appeler tous à s'engager aux côtés du gouvernement et à tenir informé les FDS de toute situation qui friserait à une suspicion.

C'est un principe de vie aussi bien pour les êtres humains que pour les autres espèces de la nature, notamment les animaux que de rechercher à tout prix les condi-



Les ministres Yark Damehane et Marguerite Gnacadé

tions et les moyens de leur sécurité. Cette notion devant surtout être comprise comme étant l'état d'esprit d'un être confiant, totalement assuré d'un manque de danger et pouvant alors mener librement ses activités ou sa vie sans crainte d'être victime d'une situation susceptible de porter une atteinte à cette vie. De cette sécurité donc dépend naturellement la vie de toute créature dans cet écosystème où rien, a priori, n'est garanti d'avance.

Ainsi l'on observe que dans la brousse, chaque espèce animale développe en premier des astuces, des techniques et finalement une redoutable expertise pour se protéger des agressions, des assauts des prédateurs et de toute autre attaque susceptible de compromettre la paix sociale à tous les individus.

Ce besoin de sécurité est si fondamental et déterminant pour l'existence que dans le contexte des humains, l'exercice est devenu encore plus sophistiqué, car l'intelligence humaine étant la plus évoluée, elle a permis la mise en place

des instruments plus performants de lutte contre toute attaque extérieure. Par conséquent l'on réalise que les questions de sécurité absorbent l'essentiel des budgets des Etats, mobilisent beaucoup de moyens humains et financiers ainsi que des équipements de plus en plus élaborés et performants.

Néanmoins, malgré tous ces atouts et les moyens générés à partir de l'intelligence humaine pour octroyer à chaque individu un environnement de vie paisible, des situations inattendues visant à percuter toutes les stratégies de sécurité naissent de temps à autre, plaçant ainsi chaque pays sur le qui-vive qui l'oblige à s'appliquer à sa manière pour réduire autant que possible les risques d'insécurité à son peuple.

Dans notre pays, comme dans d'autres de la sous-région, la question de la sécurité des citoyens a toujours été une priorité cardinale pour les autorités. Le Togo s'est ainsi opportunément distingué pendant des décennies, comme un pays de paix, de stabilité politique et de sécurité, qui constituent

des facteurs incontournables conditionnant le développement économique et social de tout Etat. Mais, si beaucoup d'efforts ont toujours été consentis depuis des décennies pour garantir à la population togolaise un climat de paix et de sécurité, l'on est tout aussi fondé à reconnaître que du chemin reste encore à parcourir. La raison en est tout simple, les esprits malveillants ne cessent d'œuvrer pour troubler la quiétude du paisible peuple, même si leur marge est drastiquement limitée.

L'irruption depuis quelques années, du pernicieux phénomène du terrorisme et de l'extrémisme violent d'abord dans le sahel, puis dans les pays de la côte y compris malheureusement notre pays le Togo, en est un des exemples patents de ces facteurs perturbateurs de cette sécurité. Il en est aussi des cas plus ou moins fréquents de braquages, de cambriolages, de vols à main armée que l'on enregistre de temps en temps dans notre capitale et qui donnent l'alerte que le travail doit continuellement se poursuivre avec la plus grande férocité. Surtout même que les piques de ces genres de comportements indécentes et dangereux portant un coup dur à la sécurité de la société s'enregistrent davantage en période de fin d'année, une vigilance sans mesure s'impose aussi bien dans l'attitude des citoyens que dans celle des forces de l'ordre, de sécurité et de défense.

La politique visionnaire en

matière de sécurité au Togo

Les choix politiques hautement lucides opérés par nos gouvernants depuis des années montrent avec éloquence leur détermination à offrir à leurs concitoyens les conditions optimales de sécurité. De par les discours et les actes du terrain, de par les multiples initiatives, des sommets et ateliers consacrés à la question de la paix et de la sécurité dans notre pays, l'on perçoit sans peine ce leitmotiv sécuritaire qui obsède nos dirigeants. Ceci est d'autant plus frappant que le portefeuille ministériel de la sécurité est farouchement porté par un officier supérieur de main qui n'a en réalité plus rien à démontrer ni de ses compétences ni de ses valeurs humaines.

Le général Yark Damehane est un professionnel de son métier qui voue l'entièreté de sa vie à la recherche des formules les plus pratiques possibles de garantie de sécurité à l'ensemble du peuple togolais. D'un front à l'autre, il s'active avec la plus grande lucidité d'une part pour sensibiliser la population et de l'autre, pour faire traquer les cambrioleurs, les braqueurs et tout esprit malveillant qui perturbe la quiétude de la population togolaise. Dans son département, règnent en triomphe deux branches clés dans ce dispositif de sécurité, notamment la police et la gendarmerie. Pendant que la police est régentée par le colonel Okpaoul, la gendarmerie est entre les mains du colonel Amana. Ces

Suite à la page 6

Extension de la centrale solaire de Blitta

Une convention de financement signée par Lomé et Abu Dhabi

Le gouvernement togolais a conclu avec Abu Dhabi Exports (ADEX), la branche du Fonds d'Abu Dhabi pour le développement, dédiée au financement des exportations, une convention de financement le 22 novembre dernier.

Selon ce qui a été prévu, cet accord vise à assurer une nouvelle extension à la centrale solaire photovoltaïque de Blitta, entrée en service depuis plus d'un an déjà.



L'accord est destiné à augmenter la capacité de ladite centrale qui va passer de 50 à 70 Mégawatts, avec un système

de stockage sur batterie. Le Togo qui s'est doté d'une stratégie nationale d'électrification depuis 2018, veut faciliter l'ac-

cès à l'énergie à tous les Togolais.

Le ministre de l'Economie et des finances, Sani Yaya a expliqué qu'à travers cette signature de convention de financement, il est question de permettre au Togo " d'être totalement indépendant en matière d'énergie vis-à-vis de l'extérieur ". Rappelons que cet accord porte sur un financement de 15 milliards FCFA soit 25 millions de dollars.

Nouvelle Opinion

BCEAO : Jean-Claude Kassi Brou prend la tête de l'institution

Le vendredi 25 novembre dernier, Jean-Claude Kassi Brou, a pris officiellement les commandes de la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) comme gouverneur de cette institution bancaire à son siège à Dakar.

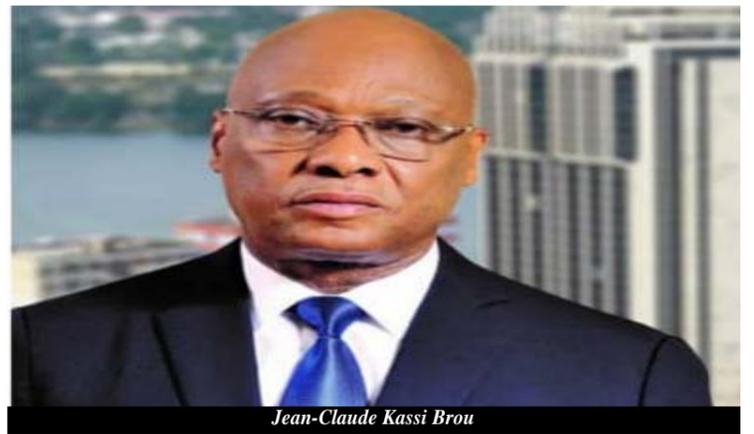
La cérémonie était présidée

par Sani Yaya, le ministre togolais de l'économie et des Finances, et président du conseil des ministres de l'UEMOA.

Ancien président de la Commission de la CEDEAO, Jean-Claude Kassi Brou a été ministre de l'Industrie et des Mines dans son pays, la Côte d'Ivoire.

Rappelons que la BCEAO qui fête ses 60 ans est un établissement public international qui est l'Institut d'émission commun aux Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), parmi lesquels le Togo.

Nouvelle Opinion



Jean-Claude Kassi Brou

Trafic des faux médicaments au Togo :

Les journalistes outillés sur le sujet à Kpalimé

Depuis longtemps, le gouvernement togolais ne cesse de mener une guerre contre les produits contrefaits qui inondent les marchés du pays.

Pour jouer leur partition aux côtés des autorités, la Direction de la Pharmacie, du Médicament et des Laboratoires (DPML) en collaboration avec le ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de l'Accès Universel aux Soins et de l'association des Médias Togolais contre la Corruption et le Blanchiment (MéToCoB) a mis à contribution les journalistes des

différents organes venus de Lomé et de l'intérieur du pays.

C'était au cours d'un atelier qui s'est tenu les 23, 24 et 25 novembre dernier à Kpalimé et qui a regroupé hommes et femmes de médias et spécialistes de la communication.

L'objectif de cette rencontre de Kpalimé, est d'amener les professionnels des médias à mieux les aider pour dénoncer les réseaux criminels, les réseaux mafieux qui importent ces produits. D'importants sujets liés à la qualité du médicament et à sa gestion ainsi que les questions de mise en place d'une pharmacie, du

cycle de vie du médicament, de sa fabrication jusqu'à l'utilisation, de la pharmacovigilance, de l'Institut National de l'Assurance Maladie, des produits qui sont pris en charge par l'INAM, la médecine et la pharmacopée traditionnelle ont été également au cœur de cet atelier.

D'autres sujets portant sur le circuit d'approvisionnement en médicaments au Togo ainsi que les processus légaux d'approvisionnement, les lois et textes qui réglementent le secteur pharmaceutique dans le pays ont été évoqués. Satisfaite de l'ambiance et de l'inter action



Photo de famille des participants

qui ont prévalu tout au long des trois jours, l'organisation reste confiante que les professionnels des médias les aideront à mener à bien cette lutte contre les médicaments contrefaits afin de sauver des vies humaines. Car ces derniers auront la possibilité de plus communiquer sur le médicament, la pharmacie, ainsi que

sur les stratégies de lutte.

Notons au passage que la DPML est l'autorité de régulation pharmaceutique. C'est la personne morale publique chargée de suivre la formulation des lois et règlements pharmaceutiques, leur application et le contrôle de leur application.

Elom

Campagne contre l'extrémisme violent et la consolidation de la paix au Togo et dans le Sahel :

Le REPSFECO engagé à jouer sa partition

Ces dernières années, l'insécurité liée à l'extrémisme violent et au terrorisme reste une question préoccupante dans la sous-région et plus particulièrement au Togo. Face à cette situation, les responsables des cellules nationales du Réseau Paix et Sécurité pour les Femmes de l'espace CEDEAO (REPSFECO) ont bien voulu jouer leur partition aux côtés des gouvernants afin de lutter contre ce phénomène. Ainsi ils ont à travers une rencontre avec la presse, lancé le mardi 22 novembre 2022 à leur siège, un projet de campagne pour la prévention de l'extrémisme violent et la consolidation de la paix au Togo et dans l'espace CEDEAO.



Photo de famille

au Togo, dans la région du sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

La présidente nationale du réseau Adandogou-Agounke Kekéli Jeanine a expliqué que le réseau a un rôle à jouer dans la promotion de la paix. C'est pourquoi chaque organisation féminine choisit un moyen essentiel d'y contribuer en menant des actions pour un monde où la compassion et l'empathie l'emportent sur la suspicion et la haine. C'est le cas des 17 organisations membres implantées dans l'une ou l'autre région du Togo du nord au sud. Le but est d'amener les populations à prendre conscience des problématiques sécuritaires au Togo et dans la région ouest africaine en vue du renforcement du système d'alerte précoce de tout genre.

Le réseau a pris également l'initiative d'encourager et de mobi-

liser les acteurs politiques, sociaux et communautaires du Togo à plus d'engagement en faveur de la

paix et la mise en œuvre des résolutions notamment la R1325 du CSNU relative à la participation des femmes.

Pour y arriver, le Réseau Paix et Sécurité pour les Femmes de l'espace CEDEAO (REPSFECO) compte mener plusieurs activités afin de soutenir toutes les actions en matière de prévention et de lutte contre l'avancée du terrorisme et de l'extrémisme violent. Ces activités sont entre autres, des ateliers de brassage interculturel pour garantir le vivre-ensemble

entre les citoyens autochtones et les étrangers, des ateliers d'échanges entre acteurs sur la résolution 1325 et quelques émissions radiophoniques sur des thèmes bien précis. Pour une bonne réussite de cette campagne, Mme Odoh Ama Sika, membre du réseau, a invité tous les acteurs à plus œuvrer dans cette lutte pour qu'ensemble les femmes arrivent à éliminer le mal commun qui compromet le bien-être des générations futures.

Elom

Dénonciation des faits préjudiciables :

Le site web "bâtissons le Togo" aux côtés des populations pour jouer ce rôle

www.batissonsletogo.com, c'est le site internet mise à la disposition de la population et officiellement lancé vendredi 25 novembre 2022 par un groupe composé de KYS fm, DJ Mac et GSS Média. L'idée derrière ce lancement est d'améliorer la cohésion et la communication entre le peuple et l'État.

Cette plateforme veut centraliser les attentes, les besoins, les griefs des populations afin de les transmettre aux autorités compétentes



La table officielle du lancement

pour qu'elles puissent les solutionner. " On se rend compte que la population souffre des maux qu'elle n'arrive pas à

porter haut. Donc à travers ce site, nous voulons servir de relais d'information entre la

Suite à la page 5

Violence et harcèlement en milieu du travail :

Le réseau des femmes ITF Togo plaide pour la ratification 'enfin' de la Convention 190 de l'OIT

Le réseau des femmes de la Fédération Internationale des ouvriers du Transport (ITF Togo) a commémoré vendredi 25 novembre, la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. La journée a été marquée par une conférence de presse. Il s'agissait pour le réseau de faire le point sur l'évolution du dossier de la ratification de la Convention 190 de l'OIT au Togo. Trois ans après l'adoption de cette convention, c'est le statu quo au Togo. La convention n'est toujours pas ratifiée et cela inquiète le réseau des femmes ITF Togo.

En effet, d'après ce réseau, 01 femme sur 3 subit des violences physiques et/ou sexuelles à un moment donné dans sa vie, le plus souvent de la part d'un partenaire intime ou de quelqu'un qui a plus de pouvoir qu'elle dans le monde. Et au Togo, près de trois femmes sur dix (29 %) ont subi des violences physiques depuis l'âge de 15 ans. Cette proportion est plus élevée parmi les femmes en rupture d'union (41 %). Environ une femme sur dix (11 %) a subi des violences sexuelles à n'importe quel moment.

"La situation doit changer", c'est en tout cas ce que souhaitent ces femmes à travers cette



La présidente du réseau des femmes de l'ITF Togo

célébration qui repose sur le thème : " En route vers la ratification de la C190, pour l'élimination de la violence et le harcèlement en milieu de travail au Togo ".

La "violence et harcèlement" sont définis par l'OIT dans le monde du travail comme un ensemble de comportements et de pratiques inacceptables, ou de menaces de tels comportements et pratiques, qu'ils se produisent à une seule occasion ou de manière répétée, qui ont pour but de causer, causent ou sont susceptibles de causer un dommage d'ordre physique, psychologique, sexuel ou économique, et comprend la violence et le harcèlement fondés sur le genre.

Le réseau estime que la violence et le harcèlement continuent sur les femmes non seule-

ment sur les lieux de travail, mais aussi dans tous les secteurs de la société, et donc il réclame la ratification de cette convention (pourtant adoptée au plan continental), afin que la pratique cesse au Togo.

Après l'adoption de cette convention, seuls les pays comme la Namibie, l'île Maurice, l'Afrique du sud, la Somalie, la Centrafrique et le Nigeria ont ratifié et mettent en application de manière effective la C190. " Il est temps que le Togo aussi y arrive ", plaide Madame ANIKA Manavi, Présidente du réseau des femmes de l'ITF Togo.

Qu'est-ce qui retarde la ratification de la " Convention 190 de l'OIT " par le Togo ? La question a été ruminée durant cette conférence. La violence et le harcèlement sont toujours mon-

naie courante au Togo et le réseau ne comprend pas pourquoi la ratification de la C190 qui peut permettre de les éradiquer peine à se réaliser. Et ce, malgré la volonté ferme du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé de combattre le fléau comme il l'a affirmé lors de la célébration de la Journée internationale de la lutte contre les violences faites aux femmes en 2020, " Avec le gouvernement, nous renouvelons notre engagement à faire de l'élimination des violences basées sur le genre, une priorité ".

Selon les informations, le gouvernement togolais a déjà déposé le projet de ratification sur la table de l'Assemblée nationale depuis le 17 septembre 2019.

" Nous exhortons l'Assemblée nationale à ratifier la convention 190 de l'OIT plus inclusive et plus protectrice pour un monde de travail sans violence et sans harcèlement au Togo. Nous prions nos autorités, Madame le Premier ministre, Madame la Présidente de l'assemblée et Monsieur le Ministre de la fonction publique, du travail et du dialogue social à œuvrer pour la réalisation de ce vœu de tous les travailleurs et travailleuses, employeurs de

tous les secteurs et catégories confondus. Surtout, à l'Assemblée nationale, nous demandons que diligence soit faite sur ce dossier si important. Il faut forcément ratifier cette convention pour sauver les hommes, les femmes, les jeunes filles et jeunes gens de notre pays " a exhorté ANIKA Manavi.

Pour mettre fin à cette violence et au harcèlement, affirme-t-elle, il faut commencer par accorder foi aux récits des survivantes, adopter des approches globales et inclusives s'attaquant aux causes profondes, transformer les normes sociales préjudiciables et autonomiser les femmes et les filles.

Le réseau des femmes de l'ITF Togo, malgré les tentatives jusque-là infructueuses pour amener l'Etat à ratifier la convention, compte continuer de travailler pour y arriver. Il lance à travers cette conférence de presse, 16 jours d'activisme qui se termineront le 10 décembre 2020, jour de la commémoration de la Journée internationale des droits de l'homme. Les femmes espèrent d'ici là, que la convention 190 qui prend en compte le genre, tous secteurs et toutes catégories de travailleurs confondus, sera ratifiée.

Stanislas AZIATO

SAFER : Après les réformes, la société se lance un défi

Comment fonctionne le mécanisme de surveillance des postes de péage ? La question a suscité une visite de terrain de professionnels des médias le jeudi 24 novembre au poste de péage de Davié dans le Zio et le poste de contrôle des charges à l'essieu de Djéréhouyé à Atakpame dans l'Ogou. Une initiative de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER). L'objectif est d'expliquer le fonctionnement et le mécanisme de surveillance desdits postes aux professionnels des médias.

Au Togo, les postes de péages sont désormais équipés de salles de supervision reliées à la direction générale par des technologies de dernière génération. Ceci s'inscrit dans la droite ligne de la profonde réforme qui s'effectue sur le système routier. Cette réforme est marquée par la modernisation des services, durabilité du patrimoine routier et sécurité de son personnel et des usagers de la route.

" Nos sites sont dotés de caméras qui permettent de suivre toutes les activités et de pouvoir agir en temps réel. En ce qui concerne les vidéos et images, elles sont stockées sur des serveurs de grande capacité ", a confié un agent de surveillance au poste de péage de Davié.

La réforme

Entre autres améliorations apportées au niveau des postes de péages, l'automatisation des guichets. Elle permet d'assurer la célérité du service et limiter les embouteillages aux postes de péage. Exemple des postes de péage de Davié et d'Aképedo, où les usagers de la route ont la possibilité d'utiliser des vignettes en lieu et place du paiement en espèce.

" Lorsque l'usager arrive au guichet, il présente juste la vignette à un lecteur qui vérifie si la carte est valide. Lorsqu'elle l'est, le véhicule est autorisé à passer. Avec cette stratégie, nous sommes passés de la monnaie en espèce pour

le paiement numérique " a laissé entendre M. Pana ingénieur électronicien à la SAFER.

Contrôle des charges à l'essieu au poste de Djéréhouyé

Le poste de Djéréhouyé à Atakpame est doté depuis quelques années d'un poste de pesage. Il est créé par le Conseil National des Chargeurs du Togo (CNCT) sur le modèle de l'UEMOA et équipé de matériels de dernière génération, le site traite en moyenne 600 à 800 véhicules lourds par jour, soit environ 18.000 véhicules le mois.

" Au passage des véhicules,



Un poste de péage

le système en fonction des véhicules définit la charge convenue. Et ici, nous sommes à une tolérance de 15% de surcharge. Lorsque la surcharge est comprise entre 1 et 3,99 tonnes, le véhicule est autorisé à payer des amendes à raison de 20.000 FCFA par tonne.

Mais à partir de 4 tonnes, le véhicule est conditionné à un déchargement systématique " a expliqué M. Pana.

Le nouveau défi que veut désormais relever la SAFER est d'arriver à régler le problème de la surcharge sur l'essieu.

Dénonciation des faits préjudiciables :

Le site web "bâtissons le Togo" aux côtés des populations pour jouer ce rôle

Suite de la page 4

population et l'État.

L'utilité c'est de pouvoir dénoncer tout ce qui se passe dans nos quartiers, nos préfectures où qu'on soit. Nous allons nous charger de porter cela aux concernés après vérification pour avoir des

solutions. Tout le monde peut aller sur le site et dénoncer", a fait savoir Orphelio Sessofia-Doumassi, Directeur technique du projet Bâtissons le Togo.

Le site " Bâtissons le Togo " va donc permettre à tous les Togolais, de toutes les cou-

ches sociales de signaler de façon anonyme, les crimes, injustices, corruptions, abus, délits et autres faits préjudiciables aux efforts fournis par les autorités compétentes des localités, préfectures, régions, etc.

La Rédaction

3e édition de " ArtMéssaimé " :

Des enfants initiés à l'art contemporain

Annoncée il y a quelques jours, la troisième édition " ArtMéssaimé " bat son plein à Agnassan, musée Paul Ahyi Lomé. Elle rassemble des artistes du Togo et d'autres pays ainsi que des dizaines d'élèves de la classe de CM2. Une initiative de l'association Atelier Ati sous l'impulsion de Kokou Ferdinand Makouvia et de Juliette Delecour, qui vise à amener les enfants à pouvoir s'exprimer par leur corps et esprit.



Les enfants lors du vernissage



Les organisateurs face aux artistes

Les activités ont effectivement démarré au musée Paul Ahyi vendredi 25 novembre 2022. Danse, peinture et vernissage, chacun des élèves assistés des artistes, ont pu être initié à chacune de ces disciplines.

" J'ai dessiné la tête d'une personne, j'ai appris le sens de certains dessins, j'ai aimé et j'aimerais revenir parce que c'est un moment de plaisir ", a indiqué Othniel, un participant.

L'idée selon les initiateurs, c'est de permettre aux enfants de rencontrer

l'univers des artistes et leur expliquer le métier de l'Art.

" L'objectif de cet atelier est d'amener les enfants à pouvoir s'exprimer par leur corps pour avoir la performance. Pour avoir cette performance, il faut passer par la danse, savoir bouger le corps, savoir faire le sport et la performance, c'est pour dénoncer quelque chose, mais comme ils ne sont pas performants en tant que tels, c'est l'occasion de pouvoir leur montrer comment procéder pour être performant ", a expliqué Da Costa, Artiste.

" ArtMéssaimé ", reçoit d'importants soutiens

L'édition 2022 a été officiellement lancée ce lundi 21 novembre 2022. C'était autour d'un petit-déjeuner rassemblant les initiateurs, les artistes et les professionnels des médias. L'événement verra la participation de neuf (9) artistes d'origine togolaise, française, burkinabé et ivoirienne, ainsi que 8 étudiants togolais.

Cette année, Atelier Ati aura comme invité d'honneur l'artiste camerounais Barthélémy Togo qui viendra soutenir l'initiative et partager avec les participants ses connaissances dans le

domaine. De même qu'au Togo, des professeurs d'université.

" ArtMéssaimé, c'est un jeu de mots avec Améssiamé et le mot "Art", c'est l'art pour tous. Ça fait trois ans qu'on vient au musée Agnassan Paul Ahyi. On fait deux semaines de résidence avec des artistes qui travaillent en Europe et en Afrique notamment en Afrique de l'Ouest, dont le Togo. Puisqu'on n'a pas d'école d'art, notre idée, c'est de faire rencontrer des artistes un peu partout pour ces deux continents afin d'échanger sur leurs visions de l'art, échanger même sur les

techniques artistiques pendant deux semaines ", a expliqué, Juliette Delecour co-initiatrice du festival.

Le projet est soutenu par Madame Charlotte Ahyi, veuve de l'artiste Togolais Paul Ahyi, qui met à disposition de l'association les locaux du musée dédié à l'œuvre du maître. Outre les ateliers avec les petits, il est également organisé des conférences, une table ronde qui s'est tenue le samedi 26 novembre et qui a réuni à l'Institut Français la critique d'art Armelle Malvoisin et l'artiste Sokey Edoh pour parler de " S'affirmer en tant qu'artiste ".

Toutes les manifestations sont ouvertes au public, rappelle les initiateurs. L'Atelier Ati " ArtMéssaimé " notons-le, est une résidence qui sert de plateforme d'échanges sur l'art contemporain et ses pratiques entre des artistes actifs sur les continents Africains et Européens.

Stanislas AZIATO

Initiative citoyenne d'investissement social et solidaire (ICISS) :

Une plateforme de la diaspora pour contribuer à l'émergence du Togo

Les Togolais de l'extérieur ont désormais un créneau pour contribuer au développement économique et social du Togo à l'instar du "Forum national "DIASPO INVEST". Porté par l'Initiative citoyenne d'investissement social et solidaire (ICISS) TOGO DIASPO avec l'appui du gouvernement à travers le ministère des affaires étrangères.

Placé sous le thème " une diaspora forte pour un Togo émergent à l'horizon 2030 ", ce premier forum tenu vendredi 25 novembre 2022 à Lomé se situe dans le cadre de la mobilisation de la diaspora togolaise à apporter son savoir-faire à la construction et au développement de son pays le Togo.

Plusieurs activités ont meublé le programme de ce premier Forum national "DIASPO INVEST". Après le discours inaugural du Coordinateur du Guichet de la Diaspora Safiou RADJI, les participants ont eu droit à la présentation du projet ICISS, ses avantages pour chaque entité (Startups, Particuliers, Étudiants, État), faite par le promoteur Tikoyabi KOUABOUT. Une conférence introductive sur la "contribution des transferts de fonds au bien-être des ménages récipiendaires au Togo" présentée par Dr Kokouvi Kunalè MAWUENA, Économiste, Expert en Entrepreneuriat, Création et Reprise d'entreprise.

Il y a eu également des tables rondes sur la fintech sur le thème : "comment utiliser la technologie pour instaurer la confiance, faciliter les formalités

bancaires et administratives, et encourager la diaspora à investir au pays"

Pour le Coordinateur du Guichet de la Diaspora, c'est une initiative à fort potentialité de création de richesses et d'emplois.

"Le ministère des affaires étrangères soutient ce projet. Nous voulons recenser les investissements de nos compatriotes dans l'agriculture, l'immobilier,



l'entrepreneuriat, les nouvelles technologies. Notre leitmotiv est de créer des conditions favorables pour les attirer davantage", a indiqué Safiou RADJI.

Pour sa part, Tikoyabi KOUABOUT a expliqué que, l'objectif de cette plateforme est d'amener la diaspora à investir massivement dans le pays et en faire un Etat émergent.

La Rédaction

Insécurité en fin d'année, braquage terrorisme et extrémisme violent

Les autorités sécuritaires du pays corps et âme dans la bataille

Suite de la page 3

deux officiers supérieurs sont rompus à la tâche et font de leur profession, non pas seulement une vocation, mais surtout un vrai sacerdoce au service du peuple dans son ensemble. C'est ainsi que les résultats sur le terrain ne se font plus attendre. De façon assez régulière, les fauteurs de troubles sont traqués et neutralisés. Les contrôles permanents sont opérés sur les routes pour minimiser autant que faire se peut, les risques d'accident de circulation, les patrouilles aussi fréquentes visant à dissuader les perturbateurs de la paix sociale dans les différentes villes du pays. Ce travail nécessite forcément de la part du peuple, des encouragements et des félicitations nourries.

Mais, si malgré tous ces multiples efforts forcément louables, il existe encore des cas d'insécurité, d'accidents, d'attaques et ou de braquages, il en ressort que cette question de sécurité ne peut guère relever que de la seule expertise des forces de l'ordre et de sécurité. Du fait même que l'on tend vers la fin de l'année où ces cas sont de plus en plus récurrents, il s'avère important que la population pren-

ne conscience de sa part de responsabilité dans la préservation de la paix sociale et de la sécurité dans notre pays.

La part de responsabilité des citoyens dans le maintien de la sécurité

La police et la gendarmerie ont beau être professionnelles, elles ont beau disposer de moyens sophistiqués de traques et de contrôles, les dirigeants ont beau s'investir pour les doter d'équipements de pointe en vue de les rendre performants dans leurs services, si au sein de la masse, une culture élevée de responsabilité n'est pas effective, les résultats de terrain seront toujours relatifs. La sécurité, en premier lieu, est du ressort de l'individu lui-même avant d'être celle de l'Etat ou du gouvernant. C'est exactement ce que les animaux ont compris dans la brousse et chaque individu cherche toujours les moyens de sa sécurité, s'associe aux autres pour circuler en groupe et constituer ainsi une vraie force contre d'éventuels adversaires.

Ainsi, de la manière dont chaque citoyen dans notre société humaine parvient, consciemment, à

prendre sa vie au sérieux, à la préserver des déviances superflues, de la luxure et d'autres dérapages incongrus, dépendra en bonne partie, le niveau de sécurisation du pays lui-même. Car il suffit bien que chaque citoyen fasse le pari de mener une vie décente, marquée de droiture et de rigueur sur lui-même pour qu'au bout du compte, l'ivraie au sein de la masse, finisse par disparaître sans un effort particulier. Tout citoyen qui mène une vie de droiture, est forcément vigilant et perçoit vite des anomalies qu'il peut rapidement dénoncer auprès de la police ou de la gendarmerie. Ce qui naturellement facilitera largement le travail des forces de l'ordre et de sécurité en même temps que cela participe à renforcer sérieusement la sécurité au sein du pays.

Mais imaginons des conducteurs de motos ou de voitures qui sombrent dans l'alcool à l'occasion des fêtes de fin d'année ou à toute autre occasion de réjouissance où ils se perdent dans l'euphorie et l'allégresse qui les basculent dans l'insouciance. Ils deviennent d'emblée de vraies sources d'insécurité par leur inconduite. Ils deviennent

tout aussi vulnérables à l'insécurité, car ne disposant pas de l'ensemble de leurs facultés en place, ils peuvent simplement être victimes de vols ou d'attaques de toute nature sans aucun moyen approprié de défense. La prise en charge intelligente et responsable de soi devient par conséquent, la première clé permettant l'instauration effective de la sécurité dans notre pays. Il importe par conséquent que chaque individu réalise qu'il est son tout premier protecteur avant de l'être par le gouvernant à travers les forces de l'ordre et de sécurité.

En ces périodes de fin d'année, il devient de la responsabilité de chaque fille et de chaque fils de ce pays, de s'activer rigoureusement pour faciliter le travail des forces de l'ordre et de sécurité par une conduite exemplaire et une vigilance accrue. Que chacun se dispose à rapporter à ces forces, toutes les situations suspectes, toutes les anomalies qu'il note dans n'importe quel coin de la ville. C'est alors que le défi de la sécurisation à tous points de vue du pays sera relevé dans l'intérêt de tous les citoyens à la fois.

Tchagnao

Trafic d'espèces protégées :

Trois trafiquants d'ivoire arrêtés puis déférés

LOME, 17 novembre 2022 (EAGLE-Togo)- Trois présumés trafiquants arrêtés en flagrant délit de détention, de circulation et de commercialisation illégale de deux grosses défenses d'éléphant le 12 novembre 2022, dans un quartier périphérique de la capitale, ont été déférés à la prison civile de Lomé, le 17 novembre 2022. L'arrestation a été possible grâce aux agents de l'Office Central de Répression du Trafic Illicite de Drogue et du Blanchiment (OCRTIDB) appuyés par le Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières (MERF) en collaboration avec



EAGLE-Togo.

Une fois arrêtés, les nommés Daniel AKAKPO, François ADAWOU, et Mathias ASSAMBI, sont d'abord mis en garde à vue à l'OCRTIDB, avant d'être

déférés à la prison civile de Lomé, après avoir reconnu les faits à eux reprochés devant le procureur. Ils encourrent une peine de prison allant d'un à cinq ans et d'une amende d'un (01)

million à cinquante (50) millions de Francs CFA.

Les présumés trafiquants, tous de nationalité béninoise, sachant que leur activité de commercialisation de pièces d'espèces en voie d'extinction est délictuelle, ont, pour la transaction, minutieusement emballé les deux grosses défenses d'éléphants dans un sac, avant de les mettre dans une grosse valise.

La lutte contre le braconnage des éléphants fait généralement partie des compétences des autorités qui ont d'une part, ratifié des textes nationaux et inter-

nationaux sur la protection des espèces protégées, et ont ensuite, mis en place des services en charge de la protection de la faune et de la flore sauvages, afin de lutter efficacement contre le commerce international d'ivoire.

Selon le coordinateur national par intérim d'EAGLE-TOGO, le Togo continue d'être pris par les trafiquants comme une terre de paradis pour le trafic international des produits d'espèce fauniques. " Pour une riposte efficace, il revient à tout acteur impliqué dans la lutte contre la criminalité faunique de redoubler de vigilance et de ne laisser passer aucune tentative de commission de tels actes qui sont sources de déstabilisation des Etats ", a-t-il ajouté.

Le commerce illégal d'ivoire est la troisième forme de trafic la plus rentable après le trafic de stupéfiants et d'armes. Il est alimenté par la demande en Asie et au Moyen-Orient, où les défenses d'éléphants sont utilisées dans la médecine traditionnelle et en ornementation.

Le braconnage des éléphants et le trafic international d'ivoire mettent en péril l'existence de cette espèce animale remarquable. Du point de vue écologique, la disparition massive des éléphants modifie la dynamique écologique, change la composition des espèces et a des répercussions sur les pratiques d'élevage dans des zones très vastes. Parmi les grands mammifères d'Afrique, les éléphants sont les plus menacés d'extinction à cause de l'action humaine décliné en deux phénomènes en particulier : la déforestation massive et le braconnage.

Pourtant, les répercussions socio-économiques sont significatives car les éléphants constituent un formidable atout touristique dans de nombreux pays africains où le tourisme est un des premiers secteurs qui contribuent au produit intérieur brut.

EAGLE-Togo

Stratégie d'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement :

Partenaires techniques et financiers bientôt réunis à Lomé

Du 1er au 2 décembre prochain, Lomé abritera une table ronde de mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie d'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement dont le plan directeur d'approvisionnement en Eau Potable du Grand Lomé 2023-2050. Initié par le gouvernement à travers le ministère de l'Eau et de l'hydraulique Villageoise, avec l'appui de l'Agence Française de Développement (AFD), cette rencontre de deux jours verra la participation des partenaires techniques et financiers d'une centaine d'institutions.

Ces dernières années, le gouvernement togolais s'est résolument tourné vers la mise en œuvre des réformes audacieuses pour l'inclusion et l'harmonie sociales. Ces réformes visent, à moyen terme, à faire du Togo telles que contenues dans la feuille de route gouvernementale 2025 " un pays en paix, une nation moderne avec une croissance économique inclusive et durable. " et, à long terme, " une nation à revenu intermédiaire éco-



nomiquement, socialement et démocratiquement solide et stable, solidaire et ouverte sur le monde " .

A travers cette vision, le ministère de l'Eau et de l'Hydraulique Villageoise, pour ce qui concerne son département, ambitionne une augmentation de l'accès en eau potable et à l'assainissement. Une ambition qui vise un accès à l'eau potable généralisé à toute la population togolaise.

Elle est déclinée en quatre (4) objectifs prioritaires à savoir : augmenter la couverture en eau potable à 85% d'ici 2025, à un coût abordable ; accompagner le secteur agricole dans le renforcement de l'usage de l'irrigation afin d'améliorer les rendements agricoles ; augmen-

ter l'accès aux infrastructures d'assainissement à la fois en zones urbaines et rurales ; sécuriser l'approvisionnement en eau potable du Grand Lomé à travers l'augmentation des capacités de production hors nappe phréatique. Pour arriver à atteindre cette vision, le ministère de l'Eau et de l'Hydraulique Villageoise, dans sa Stratégie d'Accès Universel à l'Eau Potable et à l'Assainissement met un accent particulier sur la mobilisation de nouvelles sources de financement via notamment l'implication du secteur privé. D'où l'organisation de la table ronde du 1er et 2 décembre prochain à Lomé. Elle constitue une étape décisive dans le processus de l'atteinte des objectifs de

la feuille de route gouvernementale 2020-2025 et la mise en œuvre de l'accès universel à l'eau potable à l'horizon 2030. Elle vise une mobilisation des ressources pour l'inclusion et l'harmonie sociale au Togo. Ce qui permettra à chaque Togolais d'avoir un accès facile à l'eau potable saine et à un assainissement.

Pendant les deux jours, les différents acteurs échangeront sur la Stratégie d'approvisionnement en eau potable et le Plan directeur du Grand Lomé. Aussi d'autres thématiques, notamment le cadre macroéconomique du Togo, le cadre juridique et institutionnel du sous-secteur au Togo, l'exploitation du service public d'eau potable au Togo, la vision stratégique de l'AFD sur le secteur eau potable seront présentées par les Experts du Ministère de l'Eau et de l'Hydraulique Villageoise, du Ministère de la Promotion des Investissements, de la SP-EAU, de la TdE, de l'AFD, les Consultants, etc.

Elom

Suivez-nous sur Radio Lomé dans Carte sur Table!



📅 Samedi 5 Nov 2022

🕒 09H-10H

togocom.tg   

Avancer. Pour vous. Pour tous.



30 Nov 17^{ème} Foire Internationale de LOME
18 Déc 2022
Foire de toutes les opportunités



Vente ambulante strictement interdite sur le site



CETEF-LOME
+228 91 20 70 70 / 99 20 70 70
www.cetef.tg    



DANS LE STRICT RESPECT DES MESURES ANTI COVID 19